

Décloisonner la gestion des drogues : vers une approche axée sur le développement.

Série d'ateliers en ligne

Atelier 2 « Interstices nationaux »

Faire du développement *sans le savoir* : Tour d'horizon et mises en perspective des expériences françaises

Lundi 25 janvier 2021

(16h-18h30)

[Cliquez pour vous inscrire](#)

Atelier « Interstices nationaux » :

Dans le cadre de la série d'ateliers thématiques « Décloisonner la gestion des drogues : vers une approche axée sur le développement », ce deuxième atelier « Faire du développement sans le savoir: tour d'horizon et mises en perspective des expériences françaises » explore les rôles multiples de l'intervention publique en matière de drogues.

La pertinence des liens entre drogues et développement s'observe à tous les niveaux de la chaîne illicite (usages, trafic, production etc.). Ils concernent en cela plusieurs terrains d'intervention publique, tant localement qu'au-delà des frontières et en appellent à la mobilisation d'acteurs de la santé, de la sécurité, de la justice, de l'éducation, de l'intégration socio-économique ou encore de la coopération internationale. La récente crise liée au nouveau coronavirus Covid-19 a exacerbé ces réalités, et mis à l'épreuve les dispositifs de réponses publiques en France et dans le monde. Le *Rapport onusien sur les ODD 2020* alarme d'ailleurs sur le fait que la pandémie est en train d'inverser des décennies de progrès en matière de réduction de la pauvreté, et de dévaster les populations les plus vulnérabilisées, tous types de pays confondus. Ce constat reste d'autant plus sérieux que les vulnérabilités socio-économiques font souvent le terreau de l'économie des drogues illicites.

Si la France s'est montrée relativement sensible aux évolutions du débat international sur les liens entre drogues et développement, et prête à s'engager davantage sur ces questions, la gestion des problématiques de drogues demeure assez cloisonnée et l'idée de « développement » reste associée à des secteurs d'interventions restreints. Toutefois plusieurs initiatives nationales ont enclenché une dynamique réflexive sur plusieurs thématiques inédites, amenant presque « sans le savoir », du moins sans le revendiquer comme tel, une approche davantage axée sur le développement, l'intégration plurisectorielle de la question des drogues et les droits humains. A travers l'exploration de différents dispositifs et perceptions d'acteurs publics favorisant l'inclusion et la participation de tous les acteurs *concernés* par les drogues, cet atelier invite à réfléchir à des voies médianes permettant de construire une plus grande cohérence politique et d'atténuer les biais conceptuels sur les drogues. Comme les précédentes discussions, ce rendez-vous sera tenu sous la *Chatham House Rule*¹.

¹ Les participants seront libres d'utiliser les informations proposées lors de l'atelier, mais ne seront pas tenus de représenter leurs organisations d'affiliation, ni de révéler leurs identités. Tous commentaires formulés lors des discussions seront rapportés sous le régime de la généralité et ne pourront être attribués à des personnes ou des institutions.

Programme prévisionnel

Objectifs de la discussion :

- Explorer les approches médianes entre le « tout sanitaire et le tout sécuritaire » à travers une meilleure compréhension des enjeux de cohésion sociale et de présence publique
- Favoriser les échanges de « bonnes pratiques » et idées innovantes

Introduction et modération : Marie Debrus, direction Santé et Plaidoyer, Médecins du Monde.

Explorer des mécanismes inclusifs et participatifs de fabrication des réponses aux drogues allant au-delà du dualisme santé/sécurité : le COVID-19 comme révélateur

- La crise du COVID 19, amplificatrice des réalités sociologiques des drogues et des rôles de l'intervention publique
 - Marie Jauffret-Roustide, sociologue, chargée de recherche Inserm, et du programme de l'EHESS Sciences sociales, drogues & sociétés
- L'enjeu de la réinsertion : le dispositif TAPAJ, au prisme du COVID-19.
 - Karine Bertrand, chercheuse en santé communautaire, directrice de l'Institut universitaire sur les dépendances (IUD) et de la chaire sur le Genre, Université de Sherbrooke, Québec
 - Jean-Hughes Morales, délégué régional TAPAJ, Bordeaux

Un pas de côté : l'exemple des enjeux des différentes modalités de gestion du cannabis au-delà du maintien de l'ordre et de l'accompagnement sanitaire

- La « lutte contre les stupéfiants » du point de vue de la police : impacts et enjeux d'un débat renouvelé pour le travail policier
 - Mathieu Zagrodski, politiste, chercheur associé, Centre de recherche sociologique sur le droit et les institutions pénales (Cesdip) CNRS/Université Paris Saclay
- La reproduction des inégalités sociales et raciales dans la légalisation du cannabis aux Etats-Unis
 - Anne Philibert, chercheuse doctorante en science politique, Université de Genève

Discussion : Comment encourager une plus grande coordination intersectorielle sans reproduire les biais conceptuels existants dans la gestion des drogues ? Quelles voies médianes pour une plus grande cohérence politique sur les drogues, l'intégration sociale et les droits ?

Comité d'organisation

- Déborah Alimi, Centre européen de sociologie et science politique (Université Paris 1 Panthéon Sorbonne)/[Daleth research](#) - Drug policy AnaLysis, Evaluation & THinking ;
- Marie Jauffret-Roustide, sociologue, chargée de recherche Inserm, et du [programme de l'EHESS Sciences sociales, drogues & sociétés \(D3S\)](#);
- Marie Debrus, Direction Santé et Plaidoyer, [Médecins du Monde](#).